

# Que faut-il pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement ?



Une évaluation internationale  
Résumé



## Résumé

La présente évaluation, qui s'appuie sur un examen de 50 études nationales, conclut que les ressources et le savoir-faire nécessaires pour atteindre les OMD existent. Pour accélérer les progrès au cours des cinq prochaines années, il sera nécessaire de privilégier des stratégies, politiques et interventions qui ont fait leurs preuves et de rompre radicalement avec celles qui n'ont pas fonctionné.

On constate des réductions notables de la pauvreté dans le monde entier. Des améliorations appréciables ont été observées en termes de scolarisation et de parité des sexes à l'école. Des progrès manifestes ont été atteints pour réduire la mortalité maternelle et infantile, accroître les traitements du VIH et œuvrer à un environnement durable. Le partenariat mondial a connu des développements encourageants ; certains pays ont rempli leurs engagements, d'autres peuvent accomplir davantage d'efforts.

Même si les pauvres sont proportionnellement moins nombreux, leur nombre absolu augmente en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. Les pays qui ont réussi à réduire rapidement la pauvreté de revenu n'ont pas nécessairement atteint les mêmes progrès en ce qui concerne l'égalité des sexes et l'environnement durable. L'absence de progrès dans la lutte contre le VIH a des répercussions sur la mortalité maternelle et infantile. De plus, l'extension très rapide des services sanitaires ou éducatifs a pu se faire parfois au détriment de la qualité de ces services.

Les progrès en matière d'OMD sont doublement menacés par les prix élevés des denrées alimentaires et l'impact de la crise économique et financière mondiale. La croissance économique s'est ralentie dans de nombreux pays, avec pour résultat une réduction des investissements étrangers directs ainsi qu'un déclin des exportations et du nombre de touristes, ce qui a provoqué une perte non négligeable d'emplois. La réduction durable de la pauvreté et de la faim est menacée à cause de la vulnérabilité aux changements climatiques, en particulier pour la production agricole. Des capacités institutionnelles faibles dans les milieux en conflit ou sortant d'un conflit ralentissent les progrès en matière d'OMD. Une urbanisation rapide et le nombre croissant de taudis exercent une pression sur les services sociaux.

## Messages clés

**La présente évaluation relève le fait qu'il existe d'importantes synergies entre les OMD. Une accélération de l'un des objectifs entraîne souvent des progrès dans d'autres.** Dans les ménages où les femmes sont analphabètes, on constate que la mortalité infantile est plus élevée mettant ainsi en évidence le lien entre l'éducation, l'autonomisation des femmes et la santé des enfants. Au vu de ces synergies et de ces effets multiplicateurs, il importe d'accorder la même attention à tous les objectifs et d'essayer de les réaliser tous simultanément. Cela implique d'adopter des approches multisectorielles et d'assurer une bonne coordination entre les différents agents de réalisation. Si l'on atteint les cibles relatives à l'éducation, on contribue à la réduction de la pauvreté et de la mortalité infantile. Les enfants dont la mère n'a pas eu d'éducation formelle risquent davantage de souffrir de malnutrition ou de mourir avant l'âge de cinq ans que les bébés dont la mère a terminé l'école primaire. Lorsque le chef de famille a atteint un certain niveau d'éducation, le niveau de pauvreté du ménage s'abaisse. Par exemple, en Papouasie-Nouvelle Guinée, ceux qui appartiennent à un ménage où le chef de famille n'a aucune éducation formelle constituent plus de 50 pour cent de la population pauvre.

**Les engagements politiques sont déterminants pour le succès des OMD.** Des stratégies élaborées au plan local, après des consultations nationales et une participation par l'intermédiaire de structures politiques représentatives, des institutions responsables et ayant les capacités voulues et des fonctionnaires suffisamment motivés sont tous indispensables pour mettre en place des stratégies et politiques OMD performantes. En cas de conflit, les acteurs non étatiques sont les mieux placés pour fournir les services sociaux. Il est nécessaire de renforcer les capacités nationales et de rétablir les principales fonctions gouvernementales dans les situations d'après-conflit. Dans le sud-Soudan, des agences des Nations Unies et la société civile nationale et internationale remédient à présent aux pénuries constatées dans le secteur de l'éducation de base après des décennies de conflit, au titre de l'initiative Éducation pour le développement. La justice en offre un autre exemple : après un conflit, la population a tendance à préférer des tribunaux non-étatiques ou locaux au système judiciaire officiel. En Afghanistan, 85 pour cent de la population préfèrent faire appel aux conseils villageois ou tribaux ou aux chefs religieux locaux.

**Une croissance élevée par habitant, avec comme moteurs la production agricole, la création d'emplois et une répartition équitable des revenus, entraîne une réduction rapide de la pauvreté et de la faim.** La fourniture d'intrants agricoles pour appuyer l'agriculture accroît la production et la sécurité alimentaire. Des investissements publics dans les infrastructures, le transfert et la dissémination de technologies et l'allocation systématique de crédits au développement industriel entraînent des changements économiques structurels. Un régime commercial ne nuisant pas aux capacités de production locales est requis. Des mesures macroéconomiques expansionnistes, se concentrant sur des cibles réelles en termes de production et d'emploi, sont nécessaires pour impliquer le secteur privé.

La Chine a vu diminuer le nombre de ses pauvres ruraux, qui est passé de 250 millions en 1978 à 29 millions en 2003. Les revenus ruraux ont augmenté plus rapidement que ceux des villes, ce qui a eu un impact positif immédiat sur les niveaux de pauvreté : une augmentation de un pour cent du revenu entraîne une diminution de 2 pour cent du niveau de pauvreté. Le facteur le plus important a été la fourniture d'intrants agricoles comme l'engrais ou les semences à des prix subsidiés.

Maurice et le Botswana constituent des exemples de succès en matière de développement économique et social en Afrique subsaharienne. On arrivera à plus d'améliorations encore dans ces deux pays si l'on s'attaque aux inégalités. À Maurice, la pauvreté, mesurée en fonction du seuil de pauvreté national, est passée de 7,7 pour cent en 2001-2002 à 8 pour cent en 2006-2007. Cette augmentation de la pauvreté est liée à une répartition de plus en plus inégale des revenus. Le coefficient de Gini est passé de 0,37 en 2001-2002 à 0,40 en 2006-2007. Les disparités spatiales jouent un rôle central dans les inégalités constatées dans beaucoup de pays en développement. La croissance économique du Botswana a atteint 9 pour cent en moyenne au cours des quelques années qui ont précédé la crise économique et financière. Or, le chômage a toujours tourné autour des 18 pour cent. Les revenus ruraux n'ont pas augmenté aussi rapidement que les revenus urbains. Avec un coefficient de Gini de 61 pour cent, l'inégalité ralentit les progrès des OMD.

**Il serait possible d'atteindre la cible visant à réduire la pauvreté de moitié dans le monde d'ici 2015, mais il faut aussi insister sur une réduction du nombre absolu de pauvres.** En Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, la proportion de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour a diminué de 10 pour cent entre 1990 et 2005. Mais le plus inquiétant, c'est que le nombre de pauvres est passé de 877 millions à plus d'un milliard en 2002, en grande partie à cause d'une fécondité élevée et des taux de croissance de la population. La tendance est encourageante, car le nombre de pauvres est retombé à 984 millions en 2005.

**On peut obtenir des améliorations rapides lorsque des orientations politiques du côté de la demande appuient des investissements visant l'offre dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'eau et de l'assainissement, en particulier l'élimination des redevances.** Abolir les frais d'inscription scolaire peut déboucher sur un accroissement substantiel de la scolarisation. Par le passé, des politiques inconsidérées de recouvrement des coûts ont réduit la demande de services, surtout parmi les pauvres et les filles. Beaucoup de pays, dont l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Mozambique, le Malawi, le Népal et la Tanzanie, ont aboli les frais d'inscription scolaire au niveau primaire. Ces mesures ont été suivies d'une forte augmentation des inscriptions scolaires.

En investissant en faveur des travailleurs qualifiés du secteur de la santé, en particulier des accoucheuses, on réduit la mortalité maternelle et infantile. Un accès gratuit aux traitements et programmes de prévention du VIH sauve des vies. Des investissements dans l'eau et l'assainissement, le logement et autres infrastructures, en particulier dans les bidonvilles, permet de progresser pour un certain nombre d'OMD. L'Égypte est sur la bonne voie pour atteindre les cibles relatives à la santé maternelle, cela grâce aux investissements consentis par le ministère de la Santé et de la Population afin d'améliorer l'accès aux soins obstétricaux de première nécessité et aux services néonataux, en particulier au sein des populations vulnérables de la Haute-Égypte.

**Si les filles ont un accès sans restriction à la santé, à l'éducation et à des biens productifs, cela permet des progrès pour tous les OMD.** Une scolarisation accrue des filles est associée à une amélioration de la santé et de la nutrition familiales. Une meilleure santé maternelle et génésique contribue à faire avancer tous les OMD. La distribution équitable de terres

et d'intrants agricoles augmente nettement les extrants et garantit la sécurité alimentaire. L'autonomisation juridique des pauvres, et surtout des femmes, est nécessaire pour améliorer l'accès aux ressources productives, dont la terre et le crédit. Au Cambodge et en République kirghize, les femmes ont peu de chances de posséder des terres ou leurs lopins sont nettement plus petits que ceux de leurs homologues masculins. Des réformes constitutionnelles et juridiques améliorent l'autonomisation des femmes et augmentent leur participation politique. L'Afrique du Sud s'est aussi préoccupée de la participation des femmes à la vie politique. Celles-ci détiennent à présent plus de 40 pour cent des sièges au Parlement, au Cabinet et au Conseil national des provinces. Trois des six métropoles du pays sont dirigées par des maires de sexe féminin. Fournir aux ménages des infrastructures pour l'alimentation en énergie et en eau réduit le fardeau des tâches ménagères et libère les filles qui peuvent alors aller à l'école, devenir des travailleuses indépendantes ou entrer sur le marché de l'emploi.

Des interventions ciblées, dont des programmes de protection sociale et de création d'emplois sont essentiels pour l'accélération des OMD. La vaccination de masse et la distribution de moustiquaires et de médicaments antirétroviraux permettent de sauver des vies. Mais les interventions ciblant certaines maladies en particulier doivent renforcer le système de santé et non créer des structures parallèles. La protection sociale et les programmes de transferts monétaires permettent d'accéder à peu de frais à des services comme les soins de santé ou l'éducation. Des programmes publics de création d'emplois réduisent la pauvreté et servent de politiques anticycliques en cas de crise économique. Bolsa Familia au Brésil et Oportunidades au Mexique sont des programmes de transfert monétaire qui ont entraîné un accroissement aussi bien de la scolarisation que des taux de fréquentation scolaire, ainsi qu'une diminution du travail des enfants. Les deux programmes ont permis des avancées dans le domaine de l'éducation avec des incitations monétaires pour s'inscrire à l'école. Au Bangladesh, des incitations monétaires données aux élèves de sexe féminin, au titre du Programme d'allocations pour l'école secondaire pour les filles, sont associés à une augmentation de la fréquentation scolaire.

**Appuyer une diversification des moyens de subsistance pour ne pas se limiter aux activités tributaires des conditions météorologiques est une stratégie OMD essentielle.** L'accès à une énergie et des activités à faibles émissions de carbone profite aux ménages en leur fournissant de l'énergie et en créant des emplois dans des secteurs non agricoles. Les sources traditionnelles d'énergie ont tendance à polluer l'air ambiant, avec des impacts sérieux sur la santé, surtout pour les enfants. Il faut des ressources qui viennent s'ajouter aux flux d'aide actuels pour financer l'adaptation aux changements climatiques. Au Bangladesh, la sélection d'une espèce de canards plus aptes à vivre avec moins d'eau, supportant des températures plus élevées et consommant une végétation non aquatique abondante fait partie d'une stratégie visant à renforcer la résilience aux chocs climatiques.

**La mobilisation de ressources intérieures est la source principale d'un financement durable des OMD.** Élargir l'assiette fiscale et améliorer l'efficacité du recouvrement de l'impôt permettent de lever des fonds importants. Mais une modification des structures fiscales ne devrait pas entraîner une diminution des recettes totales, comme c'est le cas pendant le passage de la taxation commerciale à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Des impôts progressifs sont nécessaires pour éviter de taxer trop lourdement les biens et services consommés de façon disproportionnée par les pauvres. Le secteur financier a besoin de mesures qui accroissent les réserves d'épargne nationale dont les pouvoirs publics et le secteur privé peuvent disposer. Dans les PMA, le total des recettes représente 14 à 18 pour cent du PNB. Dans une logique OMD, cependant, les recettes pourraient dépasser 20 pour cent du PNB. L'urgence qu'il y a à mobiliser des ressources intérieures apparaît clairement, du fait que le coût des OMD implique une augmentation permanente des dépenses courantes. Il s'agit, par exemple, d'engager plus d'enseignants, d'infirmières et de médecins. Un financement durable de ces dépenses fait appel à une part plus large des recettes fiscales, le revenu national étant lui-même déterminé par le niveau de PNB par habitant.

**Le partenariat mondial doit faire plus d'efforts pour créer un environnement international habilitant cohérent.** Il est urgent de respecter les engagements en matière d'APD et d'améliorer la prévisibilité, l'efficacité, la division du travail et les modalités de décaissement. L'appui budgétaire va de pair avec une amélioration des résultats pour les OMD. L'APD devient performante lorsqu'elle est distribuée sous forme de subventions, de façon équitable, par l'intermédiaire d'organisations multilatérales. Il faut prendre des mesures pour que les politiques commerciales bénéficient aux pays les moins avancés. Une cohérence politique est nécessaire pour ne pas miner les résultats des OMD en prônant des orientations contradictoires.

L'APD a augmenté de 30 pour cent en termes réels de 2004 à 2009. Un total de 119,6 milliards de dollars a été décaissé en 2009, soit 0,31 pour cent du revenu national brut (RNB) combiné des membres du Comité d'aide au développement (CAD), contre 64 milliards de dollars en 1998. Les progrès enregistrés dans les domaines de la santé et de l'éducation et la fourniture d'autres services de base n'auraient tout simplement pas pu se faire dans de nombreux pays sans l'APD. En dépit de ces tendances encourageantes, la crise économique et financière mondiale commence à peser sur les finances nationales et par conséquent sur la part allouée à l'aide au développement.

## Le Programme d'action 2010-2015 pour les OMD

Les Objectifs du Millénaire pour le développement continuent d'offrir à la communauté internationale des possibilités de réduire la pauvreté dans ses nombreuses dimensions, telles que sauver des nourrissons d'une mort prématurée ou préserver l'environnement pour les générations à venir. En s'appuyant sur les faits récoltés et analysés, la présente Évaluation suggère le Programme d'action complémentaire et à valeur de renforcement qui suit pour la période 2010-2015<sup>1</sup>.

**1) Appuyer le développement pris en main par le pays et une gouvernance efficace et performante.** La réalisation des OMD dépend des engagements que prend le pays vis-à-vis des objectifs et cibles. Le choix des orientations et la façon dont elles sont mises en œuvre déterminent les progrès qui peuvent être faits en matière d'OMD. Les stratégies de développement devraient être élaborées localement, en se fondant sur un large consensus national exprimé à travers des consultations et une réelle participation des parties prenantes non gouvernementales, y compris les groupes vulnérables. Des structures politiques représentatives, des institutions responsables rendant des comptes et des fonctionnaires suffisamment motivés forment l'ossature d'une mise en œuvre efficace des OMD. En période de conflit, des mécanismes de gouvernance informels et des acteurs non-étatiques devraient être reconnus officiellement comme fournisseurs de services, en fonction du contexte local. Le renforcement des capacités institutionnelles et le rétablissement des principales fonctions gouvernementales sont nécessaires dans les situations d'après conflit. Comme on a pu le lire dans la présente Évaluation, une accélération de l'un des OMD aura des impacts positifs pour d'autres. Il est donc nécessaire d'appuyer des approches multisectorielles. Il faut insister sur l'importance d'une bonne coordination entre les ministères concernés et les agences de planification et de mise en œuvre à différents niveaux (national et sous-national).

**2) Encourager une croissance économique inclusive et favorable aux pauvres :** Une réduction rapide de la pauvreté et de la faim résulte d'une croissance économique élevée par habitant, ayant pour moteurs la productivité agricole, une stimulation de l'emploi et une répartition équitable des revenus, des actifs et des opportunités. Outre les efforts entrepris pour diminuer de moitié les taux de pauvreté, il faudrait s'attacher à réduire le nombre absolu de pauvres. Appuyer l'agriculture en fournissant des intrants agricoles (engrais, crédits, semences améliorées et gestion de l'eau) peut contribuer à une meilleure productivité et une plus grande sécurité alimentaire. Pour obtenir des changements économiques structurels, il est nécessaire de multiplier les activités du secteur privé non agricole. Impliquer le secteur privé requiert des investissements publics en termes d'infrastructures et de transfert et de dissémination des technologies. Il existe des preuves que la mobilisation et l'allocation de crédits pour le développement industriel ainsi que l'adoption d'un régime commercial ouvert qui ne nuit pas aux capacités locales de production sont également nécessaires. Il faudrait conclure un Cycle de Doha favorable au développement d'ici deux ans et appuyer davantage le commerce Sud-Sud et l'intégration régionale. Il est urgent d'ouvrir les marchés aux exportations des PMA, en particulier pour les produits non primaires. Des mesures macroéconomiques expansionnistes portant sur les résultats réels et les cibles relatives à l'emploi sont nécessaires pour accroître les investissements publics, améliorer l'accès au crédit et promouvoir l'exportation. Les pays en développement devraient disposer de l'espace politique nécessaire pour se concentrer sur des cibles multiples autres que des taux d'inflation bas, pour se servir de multiples instruments macroéconomiques et ne pas trop tabler sur les variables monétaires.

**3) Accroître les investissements publics dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'eau, de l'assainissement et des infrastructures.** Si l'on investit dans les écoles, les hôpitaux, les dispensaires ruraux et dans la formation de professionnels de la santé et de l'éducation, on peut faire des progrès importants pour arriver à une couverture universelle et à des services de

<sup>1</sup> Le Programme d'action n'est pas censé être complet ni applicable partout. De nombreux facteurs propres à chaque pays influencent les résultats des OMD, et la présente Évaluation ne peut tous les prendre en compte.



bonne qualité. Il faudrait atteindre la cible fixée par l'initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous, à savoir consacrer 20 % des dépenses publiques à l'enseignement. Il s'agit aussi d'atteindre la cible proposée par l'UA dans la Déclaration d'Abuja visant à consacrer 15 pour cent des dépenses publiques à la santé. On constate des améliorations rapides lorsque des mesures du côté de la demande appuient des investissements visant l'offre en complément des stratégies nationales, en particulier l'élimination des redevances dans l'enseignement et les soins de santé. L'accès gratuit aux traitements du VIH et des investissements dans des programmes de prévention sont nécessaires pour sauver des vies. Si l'on investit dans du personnel qualifié, notamment des accoucheuses, on réduit la mortalité maternelle, néonatale et infantile. Dans des situations de conflit, des acteurs non-étatiques et des mécanismes de gouvernance informels devraient prendre en charge la fourniture de services, et les capacités de l'État devraient être renforcées dans les environnements d'après conflit. On obtient des résultats remarquables si l'on investit dans l'eau, l'assainissement, le logement et autres infrastructures, en tenant particulièrement compte des zones rurales et des taudis.

**4) Investir en faveur d'opportunités accrues pour les femmes et les filles et promouvoir leur autonomisation économique, juridique et politique.** Si l'on donne aux filles un accès sans restrictions aux services de santé et à l'enseignement, tant au niveau primaire que secondaire, cela permet de faire des progrès dans tous les OMD. Les enfants dont la mère n'a pas bénéficié d'éducation formelle risquent plus de souffrir de malnutrition ou de mourir avant l'âge de cinq ans que les bébés dont la mère a terminé l'école. Des réformes juridiques et constitutionnelles améliorent directement la participation des femmes à la vie politique. Des infrastructures qui profitent aux ménages, comme l'alimentation en énergie alternative, en eau ou en électricité réduisent le fardeau des tâches ménagères et donne plus de temps aux filles pour aller à l'école et aux femmes pour travailler en indépendantes ou participer au marché du travail. Des mesures incitatives fondées sur des partenariats public/privé et visant à corriger le déséquilibre hommes-femmes sur les lieux de travail doivent renforcer l'autonomisation des femmes sur le marché du travail. L'accès à des ressources productives comme la terre ou le crédit est nécessaire pour l'autonomisation économique des femmes. Des finances publiques sensibles à la dimension de genre constituent un outil performant pour corriger les déséquilibres hommes-femmes en termes de droits fonciers ou de niveaux de revenus.

**5) Lancer des interventions ciblées à plus grande échelle, notamment des programmes de protection sociale et de création d'emplois.** Des partenariats avec des groupes de la société civile nationale ou internationale donnent de bons résultats lorsque l'on veut lancer des interventions donnant des résultats rapides. La vaccination de masse et la distribution de moustiquaires et de médicaments antirétroviraux permettent de sauver des vies, surtout lorsqu'elles sont mises en place de façon intégrée. La protection sociale et les programmes de transferts monétaires fournissent un accès peu coûteux aux compléments alimentaires, aux examens de santé de routine et à la scolarisation. Les programmes qui visent les femmes peuvent avoir un effet multiplicateur sur les autres OMD. Les programmes d'assistance sociale réduisent aussi les vulnérabilités pendant les crises ou les chocs. Des données convaincantes montrent que les programmes de travaux publics ont un impact relativement rapide sur la réduction de la pauvreté et donnent aux pays à faible revenu la possibilité d'adopter des politiques anticycliques. Il faut renforcer les mécanismes ciblés pour éviter les transferts inutiles. La viabilité des programmes de transfert sociaux est d'une importance capitale, l'objectif ultime étant d'arriver à une couverture universelle.

**6) Appuyer l'adaptation climatique, améliorer l'accès à l'énergie et promouvoir un développement à faibles émissions de carbone.** Il est nécessaire d'obtenir un accord mondial sur les changements climatiques pour appuyer ceux qui ont moins de ressources pour s'adapter à leurs impacts. Les ressources qui financeront l'adaptation aux changements climatiques doivent s'ajouter aux flux d'APD actuels ou prévus. Il faut intégrer les politiques relatives aux changements climatiques et celles qui visent les OMD. Il est urgent d'appuyer la diversification des moyens de subsistance pour ne plus dépendre uniquement d'activités sensibles aux effets du climat. La gestion durable des ressources naturelles est un aspect essentiel de la croissance verte. Pour éviter une régression en matière d'OMD, il faut renforcer les capacités des petits États insulaires en développement, des pays en développement sans littoral et des pays ayant de vastes zones côtières, lesquels sont vulnérables et n'ont pas la résilience nécessaire face aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles. Le renforcement des capacités de réduction des risques dans les pays vulnérables peut s'avérer efficace, avec l'appui de fonds régionaux et mondiaux d'assurance contre les risques climatiques. Les femmes des pays en développement passent jusqu'à 25 pour cent de leur temps à transporter du bois de chauffage et du carburant sur de grandes distances, mettant ainsi leur santé et leur sécurité en danger. Les sources traditionnelles d'énergie provoquent souvent une pollution de l'air ambiant, avec des impacts graves sur la santé surtout des femmes et des enfants. Il est indispensable de fournir de l'énergie propre.

**7) Accélérer la mobilisation des ressources intérieures pour financer les OMD.** Beaucoup de pays élargissent leur assiette fiscale et améliorent leurs performances en matière de collecte d'impôts. Il convient de renforcer les capacités institutionnelles des autorités fiscales, tout en garantissant la transparence et un usage responsable des ressources publiques. La modification des structures fiscales doit se produire en douceur pour éviter une baisse des recettes totales, comme lors du passage d'un système de taxation commerciale à la TVA. Des impôts progressifs sont nécessaires pour éviter de taxer trop lourdement les biens et services consommés de façon disproportionnée par les pauvres. Il est possible d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques en abaissant le coût unitaire de la fourniture de biens publics sans pour autant diminuer la qualité ou la quantité des services, tout en réduisant les dépenses inutiles. Les pays qui dépendent d'industries extractives ont besoin d'un appui pour les négociations contractuelles et la production de recettes dans ce secteur. Des réformes fiscales environnementales fournissent de bonnes opportunités pour accroître les recettes tout en promouvant un développement à faibles émissions carbone. Une affectation temporaire des impôts à un problème sanitaire particulier, par exemple, peut aussi s'avérer utile. Des mesures visant le secteur financier sont nécessaires pour accroître les réserves d'épargne nationale dont les pouvoirs publics et le secteur privé peuvent disposer. Moins de la moitié des ménages des pays en développement a accès à des services financiers, contre plus de 70 pour cent dans le monde développé.

**8) Veiller à ce que le Partenariat mondial crée un environnement propice à l'atteinte des OMD.** Le partenariat doit respecter les engagements en matière d'OMD et améliorer la prévisibilité, l'efficacité, la division du travail et les modalités de décaissement. En 2009, l'APD avait augmenté de 30 pour cent en termes réels par rapport à 2004. La différence entre le niveau d'APD prévu pour 2010 et ce qui a été promis à Gleneagles en 2005 n'est que de 17,7 milliards de dollars, soit 0,05 pour cent du RNB des pays développés. Ce léger écart peut être comblé, même en tenant compte des conditions découlant de la crise économique et financière, tout en gardant pour cible 0,7 pour cent du RNB. Demander des comptes en ce qui concerne les engagements passés permettra d'améliorer la qualité et les performances des engagements ultérieurs. Selon des données concordantes, l'appui budgétaire va de pair avec de meilleurs résultats pour les OMD. Si l'APD est fourni sous forme de subventions et qu'on étend au-delà de 2015 la période de grâce pour l'APD accordée aux PMA à des conditions privilégiées, cela évitera de créer de nouvelles charges de la dette. L'APD devrait aussi être répartie de façon plus équitable entre les pays par l'intermédiaire des organisations multilatérales. S'il y a lieu, un allègement supplémentaire de la dette et/ou un moratoire sur les remboursements officiels de la dette extérieure permettraient d'accroître l'espace fiscal national. Des mécanismes de financement innovants au niveau international, comme des taxes sur les transactions environnementales et financières, offrent de nouvelles opportunités pour financer les investissements liés aux OMD, mais ils ne devraient pas détourner l'attention de l'APD traditionnelle. Il faut prendre des mesures pour que les préférences commerciales unilatérales bénéficient davantage aux PMA. Une meilleure cohérence en matière d'orientations politiques est nécessaire pour ne pas miner les avancées en matière d'OMD en prônant des orientations contradictoires, comme les subsides agricoles et les barrières commerciales.



**Programme des Nations Unies pour le Développement**

One United Nations Plaza  
New York, NY 10017, USA

Tel: +1-212-906-5000

Fax: +1-212-906-5001

[www.undp.org/french](http://www.undp.org/french)